8. BRIEFING

Migration

Dans la perspective du prochain Congrès en juin 2019, la FSESP organise une série de séances d'information qui se concentrent sur certains des principaux domaines de travail pour la prochaine période inter-Congrès. Chaque séance d'information donnera un aperçu des activités récentes de la FSESP et mettra en lumière les évolutions attendues et les défis à relever au cours des prochaines années.

EPSU
EUROPEAN PUBLIC SERVICE UNION

En 2015, environ 1 million de travailleurs migrants et de réfugiés ont décidé de rejoindre ou de traverser l'Europe en raison de conflits, de guerres, d'inégalités ou de problèmes liés au changement climatique. Ce nombre important au regard des normes européennes reste néanmoins peu élevé comparé aux millions de réfugiés qui se trouvent au Moyen-Orient ou en Afrique. Il n'en reste pas moins que la situation présente des difficultés de taille pour les établissements publics et leurs travailleurs. Malheureusement, il est désolant de constater que les réponses apportées par l'UE et les pays européens aux demandeurs d'asile ne correspondent bien souvent pas à ce que l'on pourrait attendre de l'une des régions les plus riches au monde.

La FSESP plaide résolument en faveur d'un changement d'approche, déplorant les politiques de l'Union européenne qui restent axées sur le renforcement des frontières, le refoulement des réfugiés et l'externalisation de la gestion des demandes d'asile dans des pays tiers.

La FSESP appelle en outre à la fin de la privatisation et à plus d'investissements publics dans les services publics, lesquels sont essentiels pour garantir une intégration sûre et efficace des migrants et des demandeurs d'asile dans la société.

Les travailleurs migrants contribuent de manière considérable à la fourniture des services publics dans de nombreux pays européens, et cette contribution cruciale doit être reconnue.

Jan Willem Goudriaan
Secrétaire général de la FSESP

Migrations

Principales initiatives

- **Coopération avec la CES et l'ISP pour remettre en question les politiques de l'Union européenne et des gouvernements nationaux**
- **Mise en évidence de la situation des travailleurs chargés des services aux migrants et aux réfugiés, et appui à la mise en place d'un nouveau réseau voué à renforcer les liens entre ces travailleurs**
- **Commande d'une étude visant à mettre en évidence le sous-financement des services destinés aux migrants et aux réfugiés, ainsi que l'impact négatif de la privatisation**

La FSESP n'a eu de cesse de critiquer la politique de l'Union européenne sur les migrations et les réfugiés, et ces critiques se sont intensifiées en 2015, alors que des centaines de milliers de personnes risquaient leur vie pour atteindre l'Europe. En avril 2015, le Comité exécutif de la FSESP a approuvé une déclaration qui énonce une série de revendications clés, dont :

- la reprise immédiate des opérations de recherche et de sauvetage financées par l'UE ;
- suffisamment de travailleurs du service public formés de façon adéquate dans les centres d'accueil et de traitement des demandes d'asile ;
- que plus d'efforts soient déployés pour garantir des conditions de vie convenables pour les réfugiés et les demandeurs d'asile ;
- le respect de la Convention de Genève de l'ONU et la mise en place d'itinéraires de migration légaux et sûrs pour ceux qui fuient la guerre et les persécutions, ainsi que l'augmentation du nombre de reconnaissances du statut de réfugié ;
- la suspension immédiate de la Convention de Dublin selon laquelle le pays européen d'arrivée est chargé de traiter les demandes d'asile, ce qui impose un fardeau inéquitable aux pays frontaliers.

Quelques mois plus tard, la FSESP s'est jointe à son organisation sœur, l'Internationale des services publics (ISP), pour la publication de deux déclarations, une avant et une après la réunion extraordinaire du 14 septembre du Conseil « Justice et affaires intérieures ». Ces deux déclarations appellent à une répartition équitable des réfugiés devant être réinstallés dans l'Union européenne, avec l'appui de services publics dotés de suffisamment d'effectifs.

Les deux organisations ont uni leurs forces à plusieurs reprises en 2016. Elles se sont notamment jointes à de nombreux autres syndicats et organisations de réfugiés pour condamner l'accord sur l'échange de réfugiés conclu entre l'UE et la Turquie et elles ont soutenu un rassemblement à Bruxelles appelant à l'abrogation de l'accord. La FSESP et l'ISP ont également saisi l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés cette année-là pour exhorter les dirigeants européens à se montrer à la hauteur de leurs responsabilités internationales.

La FSESP est restée très critique envers les politiques de l'Union européenne en matière de migration et d'asile, lesquelles demeurent axées sur le renforcement des frontières, le renvoi des réfugiés et l'externalisation du traitement des demandes d'asile dans des pays tiers en Afrique et au Moyen-Orient. En 2018,

des fiches d'information sur la réunion du Conseil européen de juillet et sur le discours sur l'état de l'Union prononcé par le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, en septembre, ont mis en lumière l'incapacité de l'UE à adopter en la matière une approche fondée sur les droits humains.

La FSESP a en outre pris des initiatives pour mettre en évidence le rôle des syndicats et des travailleurs dans les services d'accueil, d'aide et de défense des migrants et des réfugiés. En 2016, elle a organisé une réunion conjointe avec l'ISP, financée avec le soutien d'affiliés suédois et de l'Institut syndical européen, afin de présenter le rôle des syndicats des services publics dans les pays d'origine et d'accueil des migrants en Europe, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

En 2018, la FSESP a soutenu des initiatives de ses affiliés espagnols et italiens consacrées aux travailleurs chargés d'accueillir et de fournir des services aux migrants et aux demandeurs d'asile. Deux événements majeurs, à Melilla (l'enclave espagnole au Maroc) et à Palerme, en Sicile, ont réuni des centaines de travailleurs des services migratoires, des services de recherche et sauvetage, des soins de santé, des centres d'accueil pour adultes et mineurs non accompagnés, et des organismes de traitement des demandes d'asile.

Suite à ces réunions, la FSESP a convenu d'établir un réseau réunissant des travailleurs chargés de l'accueil des migrants et des réfugiés. Ce réseau a pour objectif de renforcer les liens européens, d'aider les travailleurs à fournir un service public d'accueil qui respecte la dignité des migrants et des demandeurs d'asile, et d'offrir une plateforme de discussion sur l'évolution de la politique migratoire aux niveaux européen et national. Le 18 mars 2019, la FSESP et les groupes politiques des Socialistes et Démocrates, des Verts et du GUE (gauche/verts) ont tenu une réunion au Parlement. Plusieurs eurodéputés ont salué le travail du réseau UE Care et relayé bon nombre des revendications de la FSESP.

Le dialogue social sectoriel a donné l'occasion de coopérer avec les employeurs, en particulier dans le secteur des administrations locales et régionales. En 2014, la FSESP et le CCRE, une organisation patronale, ont signé des lignes directrices communes sur les migrations et le renforcement des mesures anti-discriminatoires dans les administrations locales et régionales. Ces lignes directrices ont pour objectifs de promou-

voir des stratégies sur les lieux de travail et l'emploi des travailleurs migrants, ainsi que de lutter contre le racisme, la discrimination et la xénophobie à l'égard de ces travailleurs.

L'intégration des migrants dans la société a également été un enjeu important pour le secteur et, début 2016, la FSESP et le CCRE ont organisé un séminaire conjoint à Berlin pour aborder la question des migrants et l'impact de la situation sur les emplois et les conditions de travail. Un rapport a été publié dans ce cadre en février. Plus tard cette année-là, en amont de la Journée internationale des migrants, les deux organisations ont publié des lignes directrices pour faciliter l'intégration des migrants dans la société.

La FSESP réclame plus d'investissements publics dans les services publics en faveur des demandeurs d'aile et contre la privatisation. Cet appel pour plus d'investissements se reflète dans un rapport publié en 2017 par l'affilié grec ADEDY, avec le soutien de l'ISP. Ce rapport met au jour la situation désespérée sur l'île de Lesbos et le manque de ressources des services publics locaux. À peu près à la même période, la FSESP et l'ISP ont publié un rapport sur la privatisation et l'externalisation des services destinés aux migrants et aux demandeurs d'asile. Commandé au Bureau de recherches internationales sur les services publics, ce rapport fournit des informations accablantes sur les conditions de détention des migrants.

La Journée internationale des migrants le 18 décembre a été une date importante dans le travail de campagne, et en 2015, la FSESP et l'ISP ont saisi cette occasion pour attirer l'attention sur la situation des réfugiés et exhorter les gouvernements à ratifier et à mettre en œuvre la convention des Nations Unies sur la protection des droits des travailleurs migrants. L'année suivante, la FSESP a collaboré avec la CES et la plateforme PICUM pour les migrants sans papiers, afin de montrer ce que pouvaient faire les syndicats pour organiser et défendre ces migrants. La FSESP a par ailleurs apporté son soutien à une déclaration conjointe de la CES et de la plateforme PICUM.

L'action sur les migrations et les réfugiés n'a pas uniquement porté sur les flux migratoires en provenance d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. En 2015, la FSESP et l'ISP ont tenu une réunion en Arménie, en collaboration avec le Bureau des Activités pour les Travailleurs de l'Organisation internationale du Travail à Moscou, afin d'aborder les questions de la migration des travailleurs des services de santé en Europe orientale et de l'impact de ces migrations sur les services de santé et le nombre d'effectifs.

La FSESP s'est également penchée sur les problèmes particuliers rencontrés par les femmes et les enfants migrants et réfugiés. En 2016, le Comité des femmes et de l'égalité des sexes a adopté une déclaration sur l'intégration des femmes réfugiées sur le marché du travail. L'année suivante, la FSESP s'est jointe à l'ISP et à 47 autres organisations pour signer une déclaration appelant les gouvernements de l'UE à agir sans attendre pour mettre fin à la détention d'enfants migrants et à veiller à ce que d'autres solutions que le placement en détention soient disponibles.

Principales priorités

- **Continuer de demander des comptes aux institutions européennes et aux gouvernements nationaux concernant leurs politiques en matière de gestion des migrants et des réfugiés, et plaider en faveur d'une approche axée sur les droits humains et sur la solidarité.**
- **Mener des campagnes appelant à la fin des privatisations et à l'accroissement des investissements publics dans les services destinés aux migrants et aux demandeurs d'asile.**
- **Consolider le réseau UE Care des travailleurs chargés des services aux migrants et aux réfugiés au travers des affiliés de la FSESP et développer la notion de « service public d'accueil ».**

La **Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP)** rassemble les syndicats de toute l'Europe. Nos huit millions de membres travaillent dans les administrations locales, régionales et nationales ainsi que dans l'administration européenne, la santé et les services sociaux, l'énergie, les déchets et l'eau.

La FSESP s'efforce d'influencer les politiques et les décisions des employeurs, des gouvernements et des institutions européennes qui affectent les travailleurs des services publics, leurs familles et leurs communautés. Nous nous mobilisons pour l'action et le changement et nous nous engageons à réaliser une autre Europe sociale.

L'amélioration des droits, des salaires et des conditions de travail par le renforcement de la négociation collective et la défense du droit de grève sont au cœur de notre travail.

La FSESP est le bras européen de la Fédération mondiale des services publics (ISP) et est membre de la Confédération européenne des syndicats (CES).

En négociant avec les employeurs dans le cadre du dialogue social européen dans les secteurs de l'électricité, des hôpitaux et des services de santé, avec les gouvernements locaux et régionaux et avec les administrations centrales, la FSESP négocie des accords sur les meilleures pratiques qui améliorent la vie professionnelle des travailleurs des services publics et assurent des services de qualité pour les citoyens.

Les femmes représentent la majorité de nos membres et l'égalité des sexes est au cœur de toutes nos activités. Qu'il s'agisse de négocier avec les employeurs sur les droits des femmes sur le lieu de travail ou d'exposer le scandale de l'écart salarial entre les sexes, la FSESP prend des mesures en faveur de l'égalité réelle.

La FSESP lutte contre l'évasion fiscale des riches et des multinationales qui mine nos finances publiques. Nous plaidons en faveur de l'exclusion totale des services publics des accords commerciaux internationaux et nous défendons les droits des migrants, tant sur le lieu de travail que dans les services fournis par nos membres.

La FSESP offre à nos membres une plateforme pour partager régulièrement les bonnes pratiques en matière de syndicalisation, de recrutement et de campagnes.

Nous faisons campagne pour des services publics bien financés et nos membres savent que les services qu'ils fournissent ne représentent pas un coût pour la société, mais un investissement dans nos collectivités. Nous transmettons ce message au cœur de l'Europe.

EPSU
EUROPEAN PUBLIC SERVICE UNION

FIGHTING FOR A FUTURE
FOR ALL
10TH EPSU CONGRESS 2019
4-7 JUNE 2019, DUBLIN

La **FSESP** est la **Fédération syndicale européenne des Services publics**, la plus grande des fédérations membres de la CES. 8 millions de travailleurs du service public de plus de 260 organisations syndicales en sont membres. Elle représente les travailleurs des secteurs de l'énergie, de l'eau et des déchets, des services sociaux et de santé et de l'administration locale et régionale dans tous les pays d'Europe, y compris ceux de la frange orientale de l'Union européenne. La FSESP est l'organisation régionale reconnue de l'Internationale des services publics (ISP). Pour plus d'informations sur la FSESP et son action, veuillez visiter le site www.epsu.org